



Les Points de Vue Rapides de l'IPEN: Réunion Régionale de la SAICM pour l'Europe occidentale et autres

Février 2018

Veillez noter que l'IPEN a formulé des observations sur le résumé des Co-Présidents et des propositions sur les objectifs.^{1,2} Les documents d'orientation supplémentaires relatifs au processus Au-delà de 2020 peuvent être trouvés sur le site suivant:

<http://IPEN.org/documents/IPEN-beyond-2020-perspectives>

La Vision

- La vaste portée³ de la SAICM doit être sauvegardée car en son absence, il n'y aurait aucun forum international ou cadre réglementaire au sein duquel la grande majorité des préoccupations les plus urgentes liées à la sécurité des produits chimiques dans le monde pourrait être abordée ou examinée.
- L'ODD12.4 a une date pour sa réalisation en 2020, mais il présente également une vision solide pour les objectifs d'au-delà 2020, compatibles avec le lien inhérent qui existe entre la sécurité des produits chimiques et le développement durable.⁴
- L'ANUE1/5 offre également une langue utile pour une vision.⁵
- Un objectif actualisé de la SAICM qui allie l'objectif initial et ces autres déclarations consensuelles importantes est:

¹ Résumé des Co-Présidents : <http://www.saicm.org/Portals/12/Documents/IP-consultation/Jul-Sep-2017/IPEN.pdf>

² Proposition sur les objectifs : [http://www.SAICM.org/Portals/12/documents/IP-consultation/Nov2017/IPEN%20Comments%20Proposal%20on%20objectives%20and%20milestones_23%20October2017%20\(002\).pdf](http://www.SAICM.org/Portals/12/documents/IP-consultation/Nov2017/IPEN%20Comments%20Proposal%20on%20objectives%20and%20milestones_23%20October2017%20(002).pdf)

³ L'approche stratégique a une étendue qui inclut : a) Les aspects environnemental, économique, social, sanitaire et du travail de la sécurité chimique, b) agricoles et industriels, en vue de promouvoir le développement durable et portant sur les produits chimiques à toutes les étapes de leur cycle de vie, y compris dans les produits.

⁴ SDG12.4 : « d'ici à 2020, parvenir à une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux cadres internationaux convenus et de réduire considérablement leur rejets dans l'air, l'eau et le sol afin de réduire au minimum leurs effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement. »

⁵ « Pour parvenir à une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux tout au long de leur cycle de vie dans les voies qui mènent à la prévention ou la réduction des effets nocifs importants sur la santé humaine et l'environnement constitue une contribution essentielle aux trois dimensions du développement durable. »

« De parvenir à une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets tout au long de leur cycle de vie de manière à prévenir ou réduire au minimum les impacts négatifs sur la santé humaine et l'environnement. »

Les Principes directeurs

- Les références actuelles aux principes directeurs dans la SAICM devraient être maintenues.
- Au cours de la négociation de la SAICM, il y avait un fort soutien pour nommer d'autres principes de sécurité des produits chimiques. Les principes suivants doivent être explicitement mis en évidence dans Au-delà de 2020 : équité intergénérationnelle, précaution^{6,7} substitution⁸, pollueur-payeur⁹, droit de savoir, bonne gouvernance^{10,11}, responsabilité et indemnisation¹², et l'entière participation des femmes.¹³

Les objectifs et les jalons

- La résolution de l'ICCM4 exige au processus Au-delà de 2020 de, « formuler des recommandations au sujet des objectifs mesurables en soutien à l'Agenda 2030 pour un développement durable ».
- La sécurité des produits chimiques peut contribuer à la réalisation des ODD 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17.
- Les objectifs en faveur de l'Agenda 2030 devraient être clairement mesurables, avec des indicateurs quantitatifs et qualitatifs adéquates qui facilitent une évaluation courante des succès et des défis.
- 5 nouvelles initiatives devraient être combinées avec les nouvelles questions de politique générales, les questions préoccupantes pour donner les 12 initiatives qui contribuent à des objectifs mesurables qui soutiennent l'Agenda 2030 : le plomb dans les peintures, les pesticides extrêmement dangereux, les produits contenant les substances chimiques. Les produits dangereux contenus dans les appareils électroniques, les produits chimiques perturbateurs endocriniens, les nanomatériaux et les nanotechnologies, les produits

⁶ L'équité intergénérationnelle : Prendre des impacts à long terme en compte et de maintenir la planète pour les générations futures.

⁷ Précaution : Outil de prise de décision en réponse aux menaces de dommages graves ou irréversibles lorsque beaucoup d'informations sont non disponibles

⁸ Substitution : Si un produit chimique peut causer des dommages il doit être évité si des produits ou des procédés moins dangereux existent.

⁹ Pollueur-payeur : Les industries productrices devraient internaliser les coûts véritables de leurs produits.

¹⁰ Droit de savoir : Accès du Public aux informations concernant les méfaits pour la santé humaine et l'environnement des produits chimiques.

¹¹ Bonne gouvernance : Le mode opérationnel transparent, responsable et honnête de gouvernement est important pour parvenir au développement durable.

¹² Responsabilité : La responsabilité et l'indemnisation des dommages ou des dégâts.

¹³ Principe 20 de Rio : « Les femmes ont un rôle essentiel dans la gestion de l'environnement et le développement. Leur pleine participation est donc essentielle au développement durable. »

pharmaceutiques persistants dans l'environnement, zéro déchet, le droit de savoir en milieu de travail, l'agroécologie, les plastiques, et les femmes et la sécurité des produits chimiques.

- Les exemples des objectifs mesurables qui sont en faveur de l'Agenda 2030 sont : D'ici 2027, éliminer le plomb dans les peintures, les vernis, etc., dans tous les pays (ODD3, 16)

D'ici 2025, éliminer la production et l'utilisation de 20 pesticides extrêmement dangereux dans 50 pays (ODD2, 3, 8)

D'ici 2025, rendre disponibles les données sur 150 produits/substances chimiques préoccupants contenus dans les produits de consommation dans 75 pays. (ODD3, 8, 16)

La Gouvernance

- L'approche multipartite et multisectorielle de la SAICM devrait se poursuivre.
- Les principales institutions de la SAICM doivent être conservées Au-delà de 2020, y compris l'ICCM, le Bureau et le Secrétariat.
- Le cadre réglementaire Au-delà de 2020 devrait inclure des plans d'actions nationaux financés avec des actions mesurables convenues qui contribuent à la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Les plans devraient intégrer la soumission des rapports périodiques et l'évaluation des progrès. Les mesures nationales doivent être transposées périodiquement tous les trois ans. Le CIGPC devrait examiner les progrès de mise en œuvre, les besoins de financement, les mesures pour intensifier les actions et de nouvelles questions préoccupantes.
- Il y a des synergies importantes entre Au-delà de 2020 et le processus pour mettre en place un Pacte Mondial pour l'Environnement lancé en septembre 2017 par la France à l'Assemblée Générale de l'ONU, et qui est défini pour inclure les principes de la sécurité des produits chimiques et qui devait être adopté en 2020.^{14,15,16}
- La région de l'Europe occidentale et autres devrait demander aux Co-Présidents de Au-delà de 2020 et au Bureau de la SAICM d'envoyer un/des représentant(s) aux réunions de négociation du Pacte Mondial pour s'assurer que les textes convenus de la SAICM et les principes de la sécurité des produits chimiques sont pris en compte.
- La région de l'Europe occidentale et autres devrait exiger au Secrétariat de donner périodiquement aux Points Focaux de la SAICM de nouvelles informations sur la conduite des négociations du Pacte Mondial pour l'Environnement.

¹⁴ Le Pacte Mondial a trois objectifs : 1) d'inclure dans un traité juridiquement contraignant les principes fondamentaux du droit de l'environnement, déjà inscrite dans les déclarations politiques universelles, pour les rendre exécutoire devant les tribunaux internes ; 2) d'universaliser les principales dispositions juridiquement contraignantes des conventions qui ne sont pas universelles ; et 3) d'ajouter de nouveaux principes, compte tenu des nouveaux défis.

¹⁵<http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/22458/Global%20Pact%20for%20Environment%20Concept%20Note.pdf?sequence=2&isAllowed=y>

¹⁶<http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/22458/Draft%20Resolution%20on%20the%20Global%20Pact%20for%20the%20Environment.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

- Le cadre réglementaire de Au-delà de 2020 devrait inclure la possibilité d'établir des mécanismes contraignants pour une meilleure mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la SAICM.

L'Engagement politique de haut niveau

- Au sommet de Rio + 20, les gouvernements se sont entendus sur la nécessité « d'intensifier les efforts pour accroître la priorité politique accordée à la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets. »¹⁷
- Étant donné que la production et l'utilisation des produits chimiques continuent à se développer, la SAICM devrait être revalorisée pour faire face aux défis croissants des dommages environnementaux, économiques et sanitaires, liés à la production, à l'utilisation et à l'élimination des produits chimiques toxiques et des déchets. Conscient du fait que les buts et les objectifs de l'Agenda 2030 ne peuvent être atteints sans une gestion rationnelle des produits chimiques et déchets, est essentielle à cet égard.
- Formaliser et financer davantage la coordination nationale du comité multipartites, interministériel recommandé dans l'accord sur la SAICM augmenteraient la priorité politique de la SAICM.
- Une façon d'y parvenir consisterait à créer des synergies au niveau national en élargissant la mission des unités nationales de l'ozone pour servir d'unités de la sécurité des produits chimiques. Si elles sont financées, ces unités pourraient jouer un rôle dans la coordination, la réglementation, le financement / "l'intégration", la conformité, l'évaluation des besoins, l'établissement des rapports et autres.
- Les Femmes Ministres de l'Environnement, de la Santé et de l'Agriculture, en collaboration avec les parties prenantes concernées, devraient élaborer un rapport sur les femmes et la sécurité des produits chimiques qui devrait être publié à l'ICCM5 en 2020 et devrait inclure des études de cas et les préoccupations venant de toutes les régions des Nations Unies ainsi qu'une Déclaration axée sur les femmes et la sécurité des produits chimiques sur la base des recommandations du rapport.¹⁸

Le Financement

- Des fonds suffisants et prévisibles sont nécessaires pour la mise en œuvre de la SAICM.
- Le financement devrait être accessible à toutes les parties prenantes pertinentes de la SAICM.
- Les organismes d'aide au développement des gouvernements donateurs devraient augmenter sensiblement de visibilité et un soutien financier conséquent pour la sécurité des produits chimiques, en particulier, étant donné que la SAICM lie la gestion rationnelle des produits chimiques au développement durable et développera des objectifs mesurables pour soutenir de l'Agenda 2030.

¹⁷ Organisation des Nations Unies (2012) résolution adoptée par l'Assemblée Générale le 27 juillet 2012: 66 / 288. L'Avenir que Nous Voulons, Para. 223, A/RES/66/288 <https://sustainabledevelopment.un.org/futurewewant.html>

¹⁸ Un Groupe de Travail multipartites des femmes et la sécurité des produits chimiques devrait être établie avant 2020 afin d'élaborer des recommandations pour les actions liées aux femmes et la sécurité des produits chimiques qui sont incluses dans les plans directeurs qui encadrent les nouvelles questions de politique générales et les sujets de préoccupation.

- Un mécanisme d'échange d'information de la SAICM devrait tracker publiquement la part de l'aide au développement destinée à la gestion rationnelle des produits chimiques.
- Le Programme Spécial devrait être élargi pour permettre qu'il soit accessible à toutes les parties prenantes de la SAICM et qu'il serve au financement des mesures de réduction concrète des toxiques.
- La clé de sécurisation du financement durable pour la sécurité des produits chimiques est l'internalisation des coûts au sein des industries manufacturières concernées.
- L'industrie chimique mondiale a un chiffre d'affaire annuel d'environ 4,1 trillions de dollars américains; une taxe de 0,1 % y relatif donnerait 4 milliards de dollars américains par an pour la gestion rationnelle des produits chimiques.¹⁹
- Le PNUE devrait mener une étude sur la mise en œuvre des instruments de marché pour internaliser, au sein des industries concernées, les coûts pour les gouvernements de mettre en œuvre des programmes robustes pour la gestion rationnelle des produits chimiques. La plus grande majorité des fonds générés doit être orientée vers la réalisation des activités sur la sécurité des produits chimiques dans les pays en développement et les pays en transition. L'étude devrait inclure des contributions venant des parties prenantes et inclure des approches globales ou régionales compatibles avec le principe 16 de Rio.

Interface science –politique

- Pour un organe possible subsidiaire d'être utile, il faudrait des termes de référence précis pour que toutes les parties prenantes appropriées soient en mesure de participer pleinement et que le spectre complet des scientifiques et les disciplines de la santé publique liées à la sécurité des produits chimiques participent activement.

¹⁹ Nations Unies environnement Programme (2012) produits chimiques Global Outlook